

Intervention du Ministre des Affaires étrangères et européennes,

Jean Asselborn

Réunions des Hauts Fonctionnaires de l'Union pour la Méditerranée

Luxembourg, le 27 octobre 2015

Messieurs les Co-présidents,

Monsieur le Secrétaire général de l'UpM,

Mesdames, Messieurs,

Je suis venu ici ce matin pour vous souhaiter la bienvenue au Luxembourg où se tient pour la première fois une réunion des Hauts Fonctionnaires de l'UpM, ceci après la conférence FEMIP à la BEI hier, et avant la réunion du Conseil de la Fondation Anna Lindh demain. Il est important pour nous de chercher les synergies et de favoriser les échanges entre ces différentes organisations qui travaillent sur la région euro-méditerranéenne.

UpM

Aux origines de l'Union pour la Méditerranée se situe le Processus de Barcelone dont on célébrera le vingtième anniversaire le mois prochain et qui vise à approfondir les relations entre l'Union européenne et les pays de la rive Sud de la Méditerranée dans les domaines de la sécurité et du développement économique. L'UpM est créée en 2008 pour redonner un élan au Processus de Barcelone et renforcer la coopération régionale. L'ambition était notamment de rendre ces relations plus concrètes et plus visibles grâce des projets régionaux et sous-régionaux supplémentaires, utiles pour les citoyens de la région. Cette ambition n'a pas été déçue.

L'UpM, sous l'impulsion de son Secrétaire général et des co-présidences, de l'UE et de la Jordanie, et en coordination avec l'ensemble des partenaires de la région, a contribué au développement de la coopération régionale en Méditerranée à travers la relance du dialogue politique et des conférences ministérielles répondant aux enjeux majeurs qui se posent pour la région.

Je voudrais également saluer l'initiative des Co-présidences UE et jordanienne d'organiser une réunion au niveau ministériel le 26 novembre à Barcelone. L'UpM n'a plus connu de réunion des Ministres des Affaires étrangères depuis sa création en 2008. Il est important de faire le point de ce qui a été réalisé en 20 ans de processus de Barcelone et plus particulièrement pendant les dernières années et d'élaborer une feuille de route sur ce que l'UpM peut contribuer pour un avenir meilleur de la région méditerranéenne.

L'UpM a pu accélérer la mise en œuvre de nouveaux projets régionaux clés sur le plan socio-économique et stratégique.

Ces projets, d'un volume de plus de 5 milliards d'euros, concernent, la croissance inclusive, l'employabilité des jeunes, le renforcement de l'autonomisation des femmes, la promotion de la mobilité des étudiants, mais encore le développement urbain intégré ou le développement durable.

Défis importants

Il y a lieu de souligner que la région doit faire face à des défis importants sur les plans sécuritaires et socio-économiques. Les conflits, la migration et l'immigration clandestine, le terrorisme, les extrémismes mais également l'emploi des jeunes, la faiblesse de la croissance et le changement climatique sont autant de défis partagés par l'ensemble des pays de la région et qui nécessitent des réponses urgentes, collectives et régionales.

Pour cela, le partenariat euro-méditerranéen doit être renforcé afin de pouvoir traiter collectivement, efficacement et durablement les nombreux défis qui se posent en Méditerranée.

Je voudrais saluer ici le rôle actif de l'UpM, la seule enceinte de coopération régionale qui rassemble l'ensemble des pays méditerranéens, en tant que plateforme de dialogue et de partenariat. L'UpM représente en effet un des meilleurs outils pour traiter les causes profondes des défis socio-économiques et sécuritaires en Méditerranée.

Le Secrétariat de l'UpM continue de promouvoir des projets concrets comportant des retombées positives pour les populations, la croissance et le développement socio-économique des pays membres.

Ceci est aussi la raison pour laquelle la présidence a lancé une proposition pour une initiative visant à favoriser l'emploi des jeunes en investissant dans l'éducation et la formation professionnelle.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous donner un bref aperçu sur cette initiative sur laquelle la Présidence luxembourgeoise travaille actuellement. Comme Présidence, le Ministre du Travail a invité les ministres de l'emploi et la formation professionnelle des pays du Maghreb à participer à la réunion informelle des ministres européens de l'emploi le 16 Juillet 2015. Bien que les contextes nationaux puissent varier, le défi du chômage des jeunes est celui qui est partagé entre les deux côtés de la Méditerranée.

Il y avait un large consensus que nous devons intensifier notre engagement à lutter contre le chômage des jeunes et construire un partenariat Nord-Sud autour de cet objectif commun. Nous partageons le même souci de stabilité et de sécurité, et de développement économique et social.

Concrètement, l'initiative de l'emploi des jeunes sera discutée cet après-midi lors de cette réunion. Elle est basée sur une approche complémentaire aux efforts déjà déployés dans les trois pays en question.

En étroite collaboration entre l'Union pour la Méditerranée et la BEI, la Présidence est en train d'établir une feuille de route pour cette initiative qui devrait être lancée lors d'une réunion ministérielle le 1er Décembre à Barcelone.

Mais vu les défis énormes, il me semble nécessaire de renforcer l'UpM et son Secrétariat et de lui fournir les ressources financières adéquates.

Dans le cadre de la révision de la politique européenne de voisinage, il est important de conférer à l'UpM un rôle renforcé, notamment en ce qui concerne la dimension régionale, et également à travers un soutien accru de l'Union européenne aux projets labellisés.

Compte tenu toutefois de la multitude de crises qui agitent les pays de notre voisinage et des défis grandissants auxquels ils doivent faire face, la **nécessité d'adapter la politique européenne de voisinage** et son approche apparaît de manière de plus en plus évidente, et je me félicite du processus de révision de cette politique dont les conclusions doivent être présentées en novembre.

Soyons clairs, le voisinage Sud est miné par des conflits armés et des pays sont à feu et à sang. Les événements qui ont eu lieu dans le monde arabe en 2011 et par la suite ont véritablement transformé la région. Dans certains pays partenaires du Sud, cette situation a entraîné des changements politiques positifs comme en Tunisie; d'autres connaissent des transitions complexes, restent très exposés aux retombées de la crise syrienne ou sont encore en proie à des conflits de longue durée.

Des **défis majeurs** doivent être relevés dans le voisinage Sud de l'UE.

Crise migratoire

Un dossier prioritaire de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne est celui de la migration.

Le flot de migrants, nous met face à nos responsabilités; à nos responsabilités en tant que dirigeants politiques, en tant que membres de la communauté internationale, en tant qu'êtres humains.

En temps de crise, des velléités unilatérales, des réflexes nationalistes voire populistes ont malheureusement tendance à réapparaître.

Mais aucun pays n'est capable d'affronter seul cette crise sans précédent des migrants et des réfugiés. Le repli sur soi n'est pas la solution. Il y a ici trois pays qui font preuve d'une hospitalité extraordinaires en faveur des réfugiés syriens : le Liban, la Jordanie et la Turquie.

Mais tous doivent accomplir un effort en fonction de leur richesse et de leurs capacités. Je voudrais aussi appeler les Etats du Golfe à poursuivre leurs efforts en faveur des réfugiés.

Ce n'est que tous ensemble, pays d'origine, de transit et d'accueil des migrants, que nous saurons apporter une réponse au défi posé par les mouvements migratoires, dans le bassin méditerranéen, dans les Balkans et ailleurs. Ce n'est qu'en ancrant fermement notre action dans le respect de nos engagements internationaux que nous saurons trouver une solution digne de nos valeurs communes.

Au niveau de l'Union européenne, un premier pas a été fait avec la décision en septembre en vue de la relocalisation au sein de l'Union de 120.000 personnes qui ont clairement besoin de protection internationale. D'autres décisions vont suivre sous peu. L'UE va répondre aux besoins urgents des réfugiés en aidant le HCR, le Programme alimentaire mondial et d'autres organismes à hauteur d'un milliard d'euros supplémentaires au moins. Nous allons accroître notre aide au Liban, à la Jordanie et à la Turquie pour faire face à la crise des réfugiés syriens. Nous allons aider les pays des Balkans occidentaux à gérer les flux de réfugiés, notamment au moyen des instruments de préadhésion.

On ne pourra toutefois se contenter de gérer la crise, d'en traiter les symptômes; il faudra s'attaquer aussi aux causes profondes des migrations et des flux de réfugiés, aux inégalités de développement, en particulier en Afrique, aux conflits et à la violence, à l'absence d'Etat de droit, aux persécutions et aux violations des droits de l'homme.

Le Sommet de la Valette des 11 et 12 novembre prochains doit permettre une discussion sur une telle approche globale de la question des migrations avec nos partenaires africains, ce dont je me félicite.

L'appareil étatique **libyen** est toujours en péril et l'inexistence de pouvoirs publics opérationnels, l'augmentation de la violence et l'absence de contrôles des flux migratoires vers et en provenance de ce pays ont créé autant de conditions propices à l'émergence de réseaux criminels spécialisés dans les migrations clandestines et la traite d'êtres humains à destination de l'Europe.

Syrie

Depuis plus de quatre ans maintenant, la Syrie est devenue synonyme de guerre, de violence et d'exode.

Un Syrien sur six a désormais fui son pays. Un Syrien sur deux a dû abandonner son foyer. Chaque jour, 9.500 personnes s'ajoutent à cette liste des déplacés. Chaque minute, une famille est contrainte de laisser tout derrière elle.

Une génération entière d'enfants a été exposée à la guerre, aux violences et à la mort, et a été privée de ses libertés fondamentales, de protection et d'éducation.

Plus de 250.000 personnes ont perdu leur vie. Les bombardements aériens aveugles et les largages de barils d'explosifs, les violences et les violations du droit international continuent sans relâche. Les sièges se poursuivent. Le déni d'assistance et les obstacles à l'aide humanitaire se perpétuent. Des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre sont commis chaque jour en toute impunité.

Cela ne peut perdurer. Il faut y mettre un terme.

Il en va de la responsabilité du Conseil de sécurité. Il en va de notre responsabilité à nous tous.

La solution au conflit en Syrie ne saurait être humanitaire. Elle ne saurait être militaire.

La pire des choses maintenant serait des bombardements frappant sans ligne de conduite définie, sans coordination préalable. Ayons respect d'un peuple qui attend de nous de mettre fin au carnage et non pas de l'aggraver encore davantage.

Une solution au conflit ne peut être que politique. Il faut enfin que les négociations commencent en vue d'aboutir à une transition politique qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien, en ligne avec le Communiqué de Genève de juin 2012. Il nous faut tous soutenir l'Envoyé spécial du Secrétaire général Staffan de Mistura dans ses efforts.

Le sort du peuple syrien, la stabilité de la Syrie, de ses voisins, de la région, et au-delà, en dépend. Les puissances extérieures qui influencent les parties combattantes devraient, au lieu de soutenir financièrement la guerre, œuvrer pour une solution politique entre les modérés ; la seule façon de résoudre ce conflit. Certains groupes djihadistes continuent à être financés par certains Etats, tandis que d'autres prêtent main forte au régime et aux groupes chiites. Je suis convaincu que la clé pour la résolution du conflit réside en un rapprochement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran au niveau régional, mais également entre les Etats-Unis et la Russie au niveau international.

Terrorisme

Je dirai un mot dans ce contexte sur la barbarie destructrice du groupe terroriste Daech, et la nécessité impérieuse de la combattre. L'actualité tragique en Syrie, en Iraq, mais aussi en Libye, et ses répercussions en Europe nous montrent que la communauté internationale doit travailler ensemble pour stopper l'avancée de ce groupe terroriste. Mon pays est impliqué dans la lutte contre Daech et l'extrémisme violent, que ce soit au niveau de la prévention de la radicalisation, de l'échange d'informations, de la lutte contre le phénomène des combattants terroristes étrangers ou de la lutte contre le financement du terrorisme.

Conflit israélo-palestinien

Je me dois d'évoquer une autre tragédie qui est au cœur des bouleversements au Moyen-Orient : le conflit israélo-palestinien.

L'année 2015 a été le triste symbole de l'impasse d'un processus de paix qui n'en porte plus que le nom.

La situation est extrêmement préoccupante. Nous devons nous efforcer de contribuer à atténuer les tensions entre Israéliens et Palestiniens, en appelant au calme, en décourageant la violence dans les Lieux saints à Jérusalem, en appelant au maintien inchangé du statu quo historique au Haram al-Charif.

C'est l'absence totale d'horizon politique crédible qui a mené aux violences actuelles faisant ressurgir le spectre d'une troisième intifada. La violence et le désespoir ne font que grossir les rangs des extrémistes des deux côtés, qui se nourrissent mutuellement par leurs actes et leurs propos incendiaires.

Il est évident à mes yeux que la sécurité de l'Etat d'Israël dépendra de la création à ses côtés d'un Etat de Palestine souverain et démocratique.

Face à l'absence totale de perspectives, face au cycle des vengeances, l'idée qu'il y aurait une alternative à la solution à deux Etats tend à gagner l'opinion publique et à s'imposer sur le terrain.

J'ai pu m'en rendre compte encore le mois dernier, lors d'un voyage dans la région.

Or, il s'agit-là d'une illusion, peut-être de la plus dangereuse des illusions.

Les paramètres sont d'une évidence tant en ce qui concerne les frontières de 1967 qu'en ce qui concerne Jérusalem comme capitale de deux Etats. Appeler à l'arrêt de la colonisation est un appel à la raison afin de donner une chance à la reprise des négociations.

Mais, pour sauver la solution à deux Etats, il faut changer de méthode. Il faut sortir des sentiers battus. L'heure n'est plus à la répétition des démarches qui n'aboutissent à rien. Il faut promouvoir un nouveau format de négociation, élargir le cercle en y associant davantage les Européens et les pays arabes, réactiver le rôle du Conseil de sécurité et fixer un délai raisonnable pour l'aboutissement des négociations.

Israël a le droit de vivre en paix, en sécurité. Mais il est évident à mes yeux que la sécurité de l'Etat d'Israël dépendra de la création à ses côtés d'un Etat de Palestine souverain et démocratique. La solution à deux Etats est la seule solution qui soit juste et morale pour les deux parties.

Iran

La solution globale à la question du nucléaire iranien à laquelle les E3+3 et l'Union européenne sont parvenus au bout de plusieurs années de négociations avec l'Iran montre qu'il ne faut pas désespérer de la capacité de la diplomatie à résoudre les problèmes les plus épineux.

Nous espérons que l'application intégrale et rigoureuse du Plan d'action global commun adopté le 14 juillet dernier marquera un tournant fondamental pour la paix et la sécurité dans la région.

Je vous remercie.